

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**

Septième Forum Asie-Pacifique pour le développement durable

Bangkok, 20 mai 2020

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Perspectives régionales sur l'accélération des progrès
dans le contexte du Programme de développement durable à
l'horizon 2030****Accélérer les changements pour parvenir au
développement durable****Note du secrétariat***Résumé*

Il ne reste plus qu'une décennie pour atteindre les objectifs de développement durable, aussi sera-t-elle déterminante pour la suite.. Bien qu'on ait enregistré des progrès dans certains domaines, aucun pays de la région Asie-Pacifique n'a progressé suffisamment dans tous les domaines. Le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2020 se concentrera sur la nécessité d'accélérer le rythme du changement. Le présent document, qui s'appuie sur un examen des mesures efficaces prises dans la région, présente des pistes pour amorcer puis mener à bien les transformations nécessaires en vue d'atteindre les objectifs.

L'accélération du processus de transformation nécessitera une très bonne compréhension de la direction à prendre ainsi que de l'urgence de la situation, un engagement ferme à supprimer les obstacles systémiques, une volonté de la part des institutions et des divers groupes de la société d'innover et de maintenir la dynamique de transformation, et une approche modernisée et actualisée de l'élaboration des politiques.

I. Introduction

1. Aucun État membre de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) n'est en bonne voie pour ce qui est d'atteindre les objectifs de développement durable au cours de la prochaine décennie. Les gens sont plus riches, mieux nourris et davantage instruits qu'il y a une quinzaine d'années, mais la région n'est toujours pas en marche vers la durabilité. Les changements climatiques, la pollution plastique, le manque d'eau et les problèmes liés à la sécurité des ressources sont des problématiques de plus en plus d'actualité. Par exemple, les populations comme les économies sont touchées de plein fouet par la pollution de l'air dans toute la région Asie-Pacifique, où se trouvent 99 des 100 villes les plus polluées du monde¹.

* ESCAP/RFSD/2020/L.1/Rev.1.

¹ IQAir AirVisual, « 2018 world air quality report: region and city PM 2.5 ranking ». Disponible à l'adresse suivante : www.airvisual.com/world-most-polluted-cities/world-air-quality-report-2018-en.pdf (page consultée le 10 décembre 2019).

L'élévation du niveau des mers et les feux de forêt contraignent les personnes à se déplacer et coûtent la vie à certaines. Malgré l'abondance, le dénuement est encore une réalité, c'est pourquoi des transformations rapides s'imposent.

2. Il devient de plus en plus important de mobiliser des capacités institutionnelles afin de susciter le changement et de le gérer harmonieusement, en particulier en ce qui concerne la justice sociale, l'utilisation qui est faite des ressources, les flux d'investissement et la structure de l'économie². En présence d'évolutions technologiques disruptives et d'une population connectée mais de plus en plus fragmentée, les gouvernements font face, entre autres défis, à une perte de confiance dans les institutions, à un ralentissement de l'activité économique et à une évolution démographique.

3. Voilà les enjeux qui caractériseront la prochaine décennie, qui sera décisive pour la réalisation du développement durable et la concrétisation de l'aspiration de ne laisser personne de côté. Dans la déclaration politique du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2019 convoqué sous les auspices de l'Assemblée générale³, les dirigeants de la planète ont pris note du Rapport mondial sur le développement durable de 2019, qui recense six points d'entrée pour la transformation ou axes de transformation en vue d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Ces points d'entrée sont les suivants : capacités et bien-être humains, progression vers des économies durables et justes, mise en place de systèmes alimentaires durables et adoption de modes de nutrition sains, décarbonisation énergétique et accès universel à l'énergie, promotion d'un développement urbain et périurbain durable, et préservation du patrimoine environnemental mondial (voir encadré)⁴. Ces domaines sont tous étroitement liés aux objectifs. Chacun de ces points d'entrée est examiné dans le document ESCAP/RFSD/2020/INF/2.

² Voir *Transformations for Sustainable Development: Promoting Environmental Sustainability in Asia and the Pacific* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.16.II.F.5).

³ Résolution 74/4 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴ Groupe indépendant de scientifiques nommés par le Secrétaire général, Rapport mondial sur le développement durable de 2019 intitulé *The future is now – science for achieving sustainable development* (Le futur, c'est maintenant : la science au service du développement durable) (Nations Unies, New York, 2019).

Six points d'entrée pour la transformation en vue d'atteindre les objectifs de développement durable

Les capacités et le bien-être humains sont au cœur des transformations visées dans le Programme 2030. La santé, l'éducation et la possibilité de vivre à l'abri du dénuement ou de la pauvreté déterminent dans une très large mesure la capacité des personnes à faire des choix de vie et à les concrétiser. L'appareil social et la prévalence de l'état de droit sont également essentiels pour bâtir des sociétés pacifiques. Comme la région abrite plus de 60 % de la population mondiale, les questions qui relèvent de cet axe de transformation sont de première importance si l'on veut mettre à profit l'énorme potentiel humain de la région.

La transition vers des économies durables et justes consiste essentiellement à promouvoir l'égalité ; à offrir des opportunités économiques, notamment des emplois, à une population en pleine croissance et à créer une rupture entre systèmes économiques et conséquences délétères sur l'environnement. Par rapport à la moyenne mondiale, la région utilise toujours deux fois plus de ressources matérielles pour chaque dollar de production économique engendrée^a. Dans certaines parties de la région, la proportion de jeunes qui ne sont ni étudiants, ni employés, ni stagiaires est de plus de 40 %, tandis que les systèmes de pension ne bénéficient qu'à environ 58 % de la population en âge d'être à la retraite^b. C'est pourquoi il est urgent de faire en sorte que les systèmes économiques fonctionnent pour tous les groupes vulnérables.

Satisfaire les besoins alimentaires d'une population grandissante avec des ressources limitées demeure un des grands enjeux de notre époque. Mettre en place des systèmes alimentaires viables et des habitudes alimentaires saines prend tout son sens dans une région où près de 489 millions de personnes sont encore sous-alimentées^c et où parallèlement les taux d'obésité ne cessent de croître, ce qui entraîne des dépenses se chiffrant à plus de 0,78 % du produit intérieur brut de la région, soit 166 milliards de dollars par an^d.

Parvenir à décarboniser le secteur de l'énergie et à fournir un accès universel à l'énergie est la clef du développement économique et du bien-être social à l'ère du numérique, mais le secteur énergétique reste le principal responsable des émissions de gaz à effet de serre dans la région. En de nombreux endroits de la région, l'énergie renouvelable commence déjà à devenir la source d'électricité la plus économique^e, ce qui ouvre la voie à une transition rapide pour laisser la place à des systèmes énergétiques plus propres.

Pour la première fois de son histoire, en 2019 l'Asie-Pacifique est devenue une région à prédominance urbaine, avec un total de 2,3 milliards de citoyens, c'est pourquoi il est fondamental de promouvoir le développement urbain et périurbain. Garantir la durabilité de l'environnement de vie de la majorité de la population ouvre des possibilités de poursuivre le développement durable dans la région.

Protéger le patrimoine environnemental mondial, c'est respecter les limites imposées par notre planète et préserver les ressources et les systèmes écologiques que nous partageons. La région est un concentré de biodiversité puisqu'on y trouve plus de la moitié des dernières zones de mangroves du monde et qu'elle recèle la plus grande biodiversité marine (y compris pour les herbes marines) du monde^f. Cette région est également extrêmement vulnérable aux changements climatiques et une grande partie de sa population est exposée à des niveaux malsains de pollution de l'air et de l'eau. En définitive, préserver le patrimoine environnemental mondial est une question de survie dans la région.

^a Base de données statistiques en ligne de la CESAP. Disponible à l'adresse suivante : http://data.unescap.org/escap_stat/ (page consultée le 10 décembre 2019).

^b Ibid.

^c Ibid.

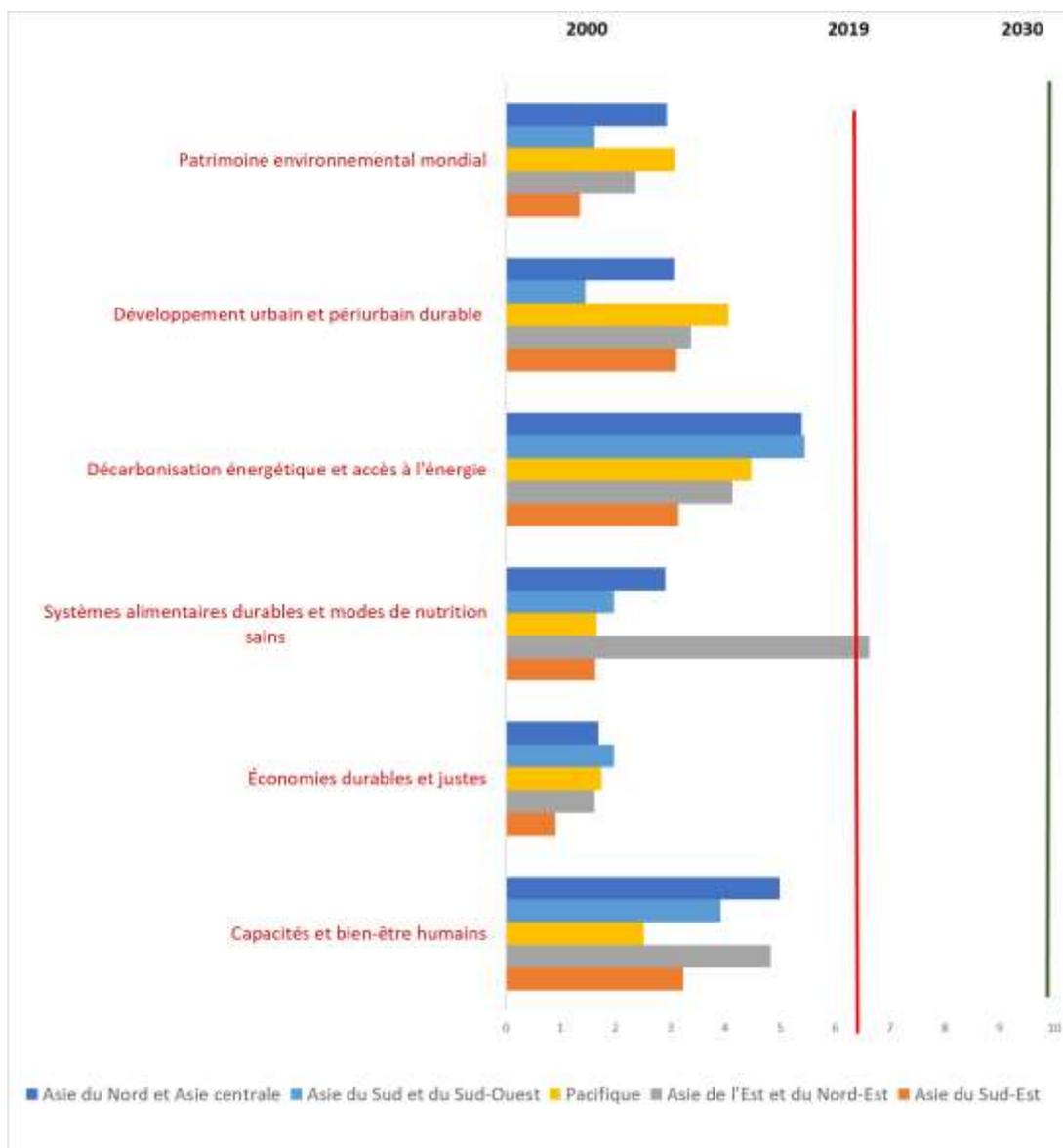
^d Matthias Helble and Kris Francisco, « The imminent obesity crisis in Asia and the Pacific: first cost estimates », ADBI Working Paper Series, n° 743 (Tokyo, Institut de la Banque asiatique de développement, 2017).

^e Voir Anadolu Agency, « India leads with lowest renewable cost in Asia Pacific », 29 juillet 2019.

^f Voir ESCAP/CED/2018/1.

4. À la lumière des points d'entrée pour la transformation définis plus haut, il apparaît clairement qu'il faut miser sur une approche collective et globale. Un examen plus approfondi de chacun de ces points révèle qu'il reste encore beaucoup à faire à ce jour pour atteindre certaines des cibles et certains des indicateurs des objectifs de développement durable en rapport avec ces points. La figure illustre les progrès réalisés en moyenne dans la région depuis 2000 dans les six axes de transformation et elle montre bien qu'il faut réfléchir à des stratégies qui permettraient d'accélérer le rythme des changements⁵.

Vue d'ensemble des progrès accomplis dans la région



Source : calculs de la CESAP basés sur la méthode utilisée dans le rapport de 2020 sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable dans la région de l'Asie et du Pacifique (à paraître) et sur des données tirées de la base de données statistiques en ligne de la CESAP. Disponible à l'adresse suivante : http://data.unescap.org/escap_stat/ (page consultée le 10 décembre 2019).

5. Ce document présente les mesures susceptibles de contribuer à un changement rapide et porteur de transformation et propose des recommandations fondées sur une analyse des taux de changement et des niveaux de réalisation

⁵ Consulter le document portant la cote ESCAP/RFS/2020/INF/2 pour en apprendre plus sur l'avancement des progrès dans les six axes de transformation.

dans la région pour chacun des six axes de transformation. Il se fonde pour cela sur les conclusions du rapport du Partenariat pour les objectifs de développement durable (à paraître), établi conjointement par la CESAP, la Banque asiatique de développement (BAsD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

6. La Section II s'intéresse aux cas de certains pays qui, sur la base de l'analyse, ont une longueur d'avance par rapport à d'autres pays de la région. La section III passe en revue les facteurs qui ont contribué à accélérer les progrès. Davantage tournée vers l'avenir, la section IV énonce des recommandations visant à accélérer le rythme des transformations afin de faire face aux problèmes complexes liés à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

II. Accélération des progrès : enseignements tirés de l'expérience

7. L'examen des données des pays concernant les progrès accomplis dans chacun des six axes de transformation révèle des éléments intéressants sur le processus d'accélération du changement. Par accélération, on entend ici la capacité qu'a un pays donné de s'écarter, par rapport aux autres pays du monde, de la trajectoire historique moyenne de progrès au regard d'un indicateur donné. Sur la base des données analysées par le Partenariat pour les objectifs de développement durable, on peut classer les pays de la région en quatre grands groupes (un récapitulatif de la méthode suivie pour effectuer l'analyse est présenté en annexe) :

a) Pays qui doivent progresser plus rapidement : il s'agit de pays dont les résultats sont peu satisfaisants et les progrès relativement lents, et qui doivent urgemment progresser plus rapidement ;

b) Pays qui progressent rapidement : il s'agit de pays dont les résultats sont peu satisfaisants mais qui progressent rapidement par rapport aux autres pays au même niveau et qui ont encore du chemin à parcourir, mais qui pourraient se redresser à long terme s'ils parviennent à maintenir la dynamique ;

c) Pays qui progressent très rapidement : il s'agit de pays ayant d'assez bons résultats à leur actif, qui progressent rapidement par rapport aux autres pays de la région et qui ont connu des avancées très rapides au regard des points d'entrée pour la transformation ;

d) Pays qui sont en perte de vitesse après avoir bien progressé : il s'agit de pays ayant d'assez bons résultats à leur actif mais qui éprouvent des difficultés à surmonter les derniers obstacles pour atteindre les objectifs les plus ambitieux et desservir les groupes les plus difficiles d'accès.

8. Bien que cette analyse soit limitée par les données et les indicateurs dont on dispose, elle aide les pays à se situer par rapport à leurs voisins et met en relief leurs points forts ou les points à améliorer. La section ci-après récapitule les premiers constats qui ressortent de cette analyse.

A. Présence de fortes synergies entre les axes de transformation

9. Bien qu'aucun pays ne se démarque comme étant en « progression très rapide » dans les six points d'entrée, il apparaît que les pays en progression rapide et ceux en progression très rapide en ce qui concerne un point d'entrée précis sont, de manière générale, susceptibles d'obtenir de bons résultats dans d'autres points d'entrée. La même chose vaut pour les pays qui doivent progresser plus rapidement dans un domaine : il en va vraisemblablement de

même dans d'autres domaines. On constate donc qu'il y a une forte corrélation entre les performances des pays dans toute la gamme de points d'entrée pour la transformation. Il en découle que dès lors qu'une intervention stratégique ou un investissement a fait ses preuves en permettant des améliorations rapides et durables dans un des axes de transformation, ces mesures conduisent à des progrès rapides et soutenus dans d'autres domaines.

B. Aucun pays n'est en progression très rapide dans l'ensemble des six domaines de transformation

10. S'il existe bien une corrélation entre les résultats atteints dans les différents points d'entrée, aucun pays n'est uniformément en progression très rapide dans les six points d'entrée pour la transformation. Seuls 11 pays, à savoir l'Arménie, l'Australie, la Fédération de Russie, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Malaisie, la République de Corée, la République islamique d'Iran, Singapour, Sri Lanka et la Turquie, sont actuellement en progression très rapide dans trois domaines ou plus. Seuls deux pays, à savoir l'Indonésie et la Malaisie, font de même dans quatre domaines.

11. Il se peut que ces différences soient dues à des priorités nationales différentes, et parfois contradictoires, ou alors que les axes de transformation dans lesquels des progrès sont lents n'aient pas reçu l'attention voulue de la part des pays concernés. Une autre des raisons peut être que les approches suivies dans différents domaines de transformation conduisent inévitablement à des compromis qui empêchent l'accélération simultanée des progrès dans différents domaines. Par ailleurs, il se peut que certains axes de transformation bénéficient plus que d'autres d'un ensemble bien conçu de politiques, interventions, ressources et partenariats. Quoi qu'il en soit, il est important que les gouvernements effectuent des analyses nationales de performance plus approfondies afin de comprendre ce qui fonctionne dans certains domaines et non dans d'autres, et pour quelles raisons.

C. Le revenu ne fait pas tout

12. L'augmentation des revenus (qui se traduit par la hausse du produit intérieur brut) n'est pas forcément le moyen par excellence de relever les défis liés aux objectifs de développement durable et de les atteindre plus rapidement. L'analyse des données révèle que même les pays à faible revenu⁶ et les pays à revenu moyen inférieur apparaissent fréquemment dans les groupes des pays en progression très rapide ou de ceux en progression rapide (voir tableau 1)⁷. Un ensemble de mesures coordonnées, ainsi que l'utilisation efficace des données et des technologies et la création de partenariats innovants, contribuent probablement à leur succès. Les facteurs de réussites possibles sont décrits plus en détail dans la section ci-après.

⁶ Liste des pays à faible revenu de la région de la CESAP : Afghanistan ; Bangladesh ; Bhoutan ; Cambodge ; Îles Salomon ; Inde ; Kirghizistan ; Myanmar ; Népal ; Ouzbékistan ; Pakistan ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; République démocratique populaire lao ; République populaire démocratique de Corée ; Tadjikistan ; Timor-Leste ; Vanuatu et Viet Nam.

⁷ Liste des pays à revenu intermédiaire inférieur de la région de la CESAP : Arménie ; Azerbaïdjan ; Fidji ; Géorgie ; Îles Marshall ; Indonésie ; Iran (République islamique d') ; Kiribati ; Micronésie (États fédérés de) ; Mongolie ; Philippines ; Samoa ; Sri Lanka ; Thaïlande ; Tonga ; Turkménistan et Tuvalu.

Tableau 1
Pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire inférieur qui ont connu une accélération notable

<i>Axes de transformation</i>	<i>Pays</i>
Renforcer les capacités et le bien-être humains	<ul style="list-style-type: none"> • Arménie • Géorgie • Iran (République islamique d')
S'orienter vers des économies durables et justes	<ul style="list-style-type: none"> • Bangladesh • Inde • Indonésie • Philippines • Sri Lanka • Thaïlande
Mettre en place des systèmes alimentaires durables et des habitudes alimentaires saines	<ul style="list-style-type: none"> • République populaire démocratique de Corée • Indonésie • Iran (République islamique d') • Ouzbékistan • Papouasie-Nouvelle-Guinée • République démocratique populaire lao • Sri Lanka • Viet Nam
Parvenir à la décarbonisation du secteur énergétique et assurer l'accès universel à des services énergétiques	<ul style="list-style-type: none"> • Bhoutan • Fidji • Indonésie • Iran (République islamique d') • Kirghizistan • Tadjikistan • Viet Nam
Promouvoir un développement urbain et périurbain durable	<ul style="list-style-type: none"> • Sri Lanka • Turkménistan
Préserver le patrimoine environnemental mondial	<ul style="list-style-type: none"> • Arménie • Bangladesh • Géorgie • Îles Marshall • Indonésie • Myanmar • Népal • Ouzbékistan • Tadjikistan • Turkménistan • Tuvalu

D. Avancer à vive allure malgré des besoins particuliers

13. Les pays ayant des besoins particuliers⁸ affichent également une progression très rapide dans plusieurs axes de transformation (voir tableau 2). C'est par exemple le cas des Îles Marshall, des Maldives et des Tuvalu, qui ont fait des progrès très rapides en ce qui concerne la préservation du patrimoine environnemental mondial. Quant au Bhoutan, pays en développement sans littoral, il a excellé dans le domaine de l'accès à l'énergie et de la décarbonisation énergétique, de même que la République des Fidji, qui est un petit État insulaire en développement. Ces réussites montrent bien qu'il existe de nombreux moyens de faire face aux difficultés propres aux pays ayant des besoins particuliers afin d'accélérer le développement durable, comme on le verra dans la section suivante.

Tableau 2

Des pays qui progressent très rapidement malgré des besoins particuliers

<i>Axes de transformation</i>	<i>Pays</i>
Renforcer les capacités et le bien-être humains	<ul style="list-style-type: none"> • Arménie • Kazakhstan
S'orienter vers des économies durables et justes	<ul style="list-style-type: none"> • Bangladesh • Kazakhstan
Mettre en place des systèmes alimentaires durables et des habitudes alimentaires saines	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle-Calédonie • Papouasie-Nouvelle-Guinée • République démocratique populaire lao
Parvenir à la décarbonisation du secteur énergétique et assurer l'accès universel à l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> • Arménie • Bhoutan • Fidji • Kazakhstan • Kirghizistan • Nauru • Singapour • Tadjikistan
Promouvoir un développement urbain et périurbain durable	<ul style="list-style-type: none"> • Turkménistan
Préserver le patrimoine environnemental mondial	<ul style="list-style-type: none"> • Arménie • Bangladesh • Îles Marshall • Maldives • Myanmar • Népal • Ouzbékistan • Tadjikistan • Turkménistan • Tuvalu

⁸ Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement.

E. Les capacités et le bien-être humains jouent un rôle fondamental

14. L'analyse des liens réciproques entre les axes de transformation montre également que les pays qui ont fait des progrès rapides (ceux en « progression très rapide » ou ceux en « progression rapide ») en ce qui concerne le point d'entrée lié aux capacités et au bien-être humains ont davantage de chances que les autres de progresser rapidement dans les autres axes de transformation. En ce qui concerne cet axe de transformation, le niveau de réalisation des pays est fortement lié à leurs réalisations dans d'autres domaines : tout progrès rapide dans le domaine des capacités et du bien-être humains est un très bon indicateur d'une progression rapide dans le domaine des économies durables et justes. Investir dans le capital humain, en particulier dans l'éducation et la santé, pour ouvrir la voie à une croissance économique durable et juste, est une stratégie qui a fait ses preuves dans certaines des économies les plus prospères de la région.

15. Trois des pays en progression très rapide sur le plan des capacités et du bien-être humains, à savoir Singapour, le Japon et la République de Corée, sont les trois premiers en tête du classement donné par l'Indice du capital humain de la Banque mondiale⁹. En effet, depuis les années 1960, l'accent a été mis sur le développement d'une main-d'œuvre qualifiée dans ces trois pays. Cette démarche, associée à des politiques industrielles et commerciales, a créé les conditions voulues pour enclencher un cercle vertueux par lequel l'accroissement des revenus et la modernisation du parc industriel ont favorisé les investissements dans l'éducation et le perfectionnement des compétences, ce qui a contribué à stimuler la productivité et le progrès technologique, ainsi qu'à réaliser la croissance équitable¹⁰. D'autres pays de la région s'engagent dans la même voie, comme en témoigne la récente réunion de haut niveau de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur le développement du capital humain¹¹.

F. Le rôle fondamental de l'infrastructure énergétique et de la croissance économique équitable

16. On constate que des six points d'entrée, le secteur de l'énergie est celui dans lequel des progrès rapides semblent donner lieu à une accélération des progrès dans le plus grand nombre de points d'entrée supplémentaires. Les avantages indirects de l'accès à l'énergie, conjugués aux effets multiplicateurs de la décarbonisation sur le patrimoine environnemental mondial, contribuent à expliquer ces liens. Dans la région, le Viet Nam est une bonne illustration des avantages connexes de l'électrification : le taux d'accès à l'électricité y est passé de moins de 5 % dans les années 1970 à 98 % en 2014. L'accent mis sur l'électrification des campagnes a fortement contribué à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à l'augmentation du taux de scolarisation¹². De même, on constate que les progrès accomplis dans le domaine des économies durables et justes sont étroitement corrélés à une progression dans

⁹ Voir Banque mondiale, Human Capital Index and Components, 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.worldbank.org/en/data/interactive/2018/10/18/human-capital-index-and-components-2018 (page consultée le 10 décembre 2019).

¹⁰ Lee Jong-Wha, « Human capital development lessons from East Asia », *Bangkok Post*, 18 février 2019.

¹¹ Voir « ASEAN policy makers commit to accelerating human capital development », Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 9 septembre 2019. Disponible à l'adresse suivante : www.unicef.org/eap/press-releases/asean-policy-makers-commit-accelerating-human-capital-development.

¹² David Stern, Paul Burke et Stephan Bruns, « The impact of electricity on economic development: a macroeconomic perspective », Energy and Economic Growth (EEG) State-of-Knowledge Paper Series, n° 1 (Oxford Policy Management, 2017).

d'autres domaines. Dans la région, l'Inde et la Chine sont deux pays qui se sont écartés des courbes historiques de croissance économique, c'est-à-dire que la croissance économique s'y est traduite par un net recul de la pauvreté et une amélioration du bien-être humain.

G. Derniers obstacles difficiles à surmonter en ce qui concerne les zones urbaines et périurbaines

17. L'analyse montre qu'en ce qui concerne le point d'entrée pour la transformation touchant au développement urbain et périurbain, de nombreux pays de la région ont du mal à franchir les dernières étapes les séparant du but visé, peu d'entre eux faisant à ce stade des progrès très rapides. Cette analyse a essentiellement pris en compte l'accès aux services urbains de base (accès à l'électricité, à l'eau potable et à l'assainissement) et le niveau d'exposition à la pollution atmosphérique. Il s'ensuit que, même si de nombreux pays sont parvenus à élargir le taux d'accès à des services de base pour en faire bénéficier une large majorité de la population urbaine, de nombreuses personnes n'ont toujours pas accès à des services de qualité dans les centres urbains qui méritent une attention particulière. On ne s'étonnera donc pas que malgré des aménagements ayant permis d'améliorer globalement les zones urbaines dans les pays, à l'échelle régionale, plus d'un demi-milliard de personnes vivent dans des taudis, soit plus de la moitié des habitants de taudis à l'échelle mondiale¹³. Les données rendant compte des inégalités intra-urbaines et celles comparant les indicateurs sur la situation dans les quartiers de taudis par rapport à celle des autres zones sont d'une grande utilité, non seulement pour ne laisser personne de côté dans la région mais aussi pour ne laisser aucun lieu en marge. Souvent difficiles à obtenir, les données concernant les zones périurbaines sont rarement prises en compte, bien que ces zones enregistrent de forts taux de croissance dans la région. Bien qu'elles fassent partie du périmètre fonctionnel de la ville ou de la zone métropolitaine, ces zones se situent souvent en dehors des délimitations administratives de la ville et leurs habitants sont comptabilisés en tant qu'habitants des zones rurales.

18. En 2019, un cap a été franchi lorsque la population de la région est devenue majoritairement urbaine, et elle devrait totaliser plus de 2,8 milliards d'habitants en 2030, puis près de 3,5 milliards en 2050¹⁴. C'est pour cette raison qu'il va devenir de plus en plus important de relever les derniers défis qui se posent s'agissant de la mise en place d'une infrastructure de qualité, abordable, économe en ressources et résiliente, pour répondre aux besoins de cette population urbaine en pleine expansion. Parallèlement à cela, la région doit progresser plus rapidement sur la voie de l'urbanisation écologiquement durable, question particulièrement délicate au regard de l'aggravation de la pollution, notamment de l'air, dans les centres urbains de la région.

III. Facteurs contribuant à l'accélération des progrès

19. Un examen plus approfondi de la situation des pays en progression très rapide, en particulier de ceux ayant enregistré les progrès les plus rapides¹⁵, révèle un certain nombre de caractéristiques intéressantes.

20. Les pays qui ont réussi ont fait preuve d'une capacité à mobiliser diverses parties prenantes autour d'un objectif commun. Par exemple, aux Fidji, l'action

¹³ Voir A/CONF.226/11.

¹⁴ *The Future of Asian and Pacific Cities: Transformative Pathways towards Sustainable Urban Development* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.20.II.F.1).

¹⁵ Cette analyse se fonde sur les données se rapportant à trois des six axes de transformation : économies durables et justes, capacités et bien-être humains, et décarbonisation énergétique et accès à l'énergie.

politique et institutionnelle visant à intégrer à tous les niveaux la croissance verte est soutenue par un groupe d'experts sur le développement durable, qui rassemble plusieurs ministères et de multiples acteurs.

21. Dans certains cas, on a mis en place des mesures innovantes et ciblées pour donner des moyens d'action à certaines institutions et parties prenantes et les inciter à se mobiliser. Dans d'autres, l'information s'est révélée être un outil puissant, comme en Inde, où un portail électronique global a été créé pour remédier à l'asymétrie de l'information entre les acheteurs et les vendeurs et permettre à tous de connaître l'évolution des prix en temps réel sur la base de l'offre et de la demande sur les marchés agricoles, ce qui a contribué à unifier davantage le marché des produits agricoles de base.

22. On a constaté que des mesures globales permettaient de cibler divers secteurs et acteurs et d'améliorer la cohérence et la coordination des politiques. Au Kazakhstan, par exemple, une initiative en faveur de l'emploi a permis de créer un lien entre la formation et le développement des infrastructures, le but étant de soutenir les entreprises naissantes et de remédier à l'inadéquation des compétences, tout en subventionnant l'emploi. Les politiques globales qui ont été adoptées se sont souvent accompagnées d'un renforcement institutionnel.

23. Par ailleurs, des expérimentations stratégiques ont favorisé l'apprentissage et donné la confiance nécessaire pour transposer certains projets à plus grande échelle. On peut citer l'exemple de la Chine, où des expérimentations stratégiques menées dans les zones économiques spéciales ont permis de tirer parti de certains atouts géographiques et de l'ouverture de l'économie, le tout s'inscrivant dans le cadre d'un plan plus vaste de développement des projets réussis afin de soutenir l'expansion économique. Ces initiatives ont permis au Gouvernement d'expérimenter des réformes axées sur les marchés et des stratégies d'affectation des ressources allant dans le même sens. Dans les cas les plus concluants, des chercheurs sont intervenus en parallèle pour vérifier l'incidence des mesures adoptées et pour donner des indications sur les améliorations nécessaires.

24. Des mesures spécifiques visant à surmonter les obstacles ont ouvert la voie au changement. Les obstacles qui ont été levés afin d'accélérer les progrès étaient bien souvent d'ordre systémique, liés notamment à des contraintes et inadéquations réglementaires, à un déséquilibre des pouvoirs entre les groupes de parties prenantes, et à des normes socioculturelles qui freinaient la circulation des ressources. En République de Corée, par exemple, quelque 10 000 règlements ont été examinés, révisés, réformés ou éliminés pour faciliter l'innovation et permettre la mise en œuvre de mesures de protection pour les travailleurs et l'environnement.

25. Le succès des mesures ayant permis de surmonter les derniers obstacles a permis de focaliser l'attention sur l'élimination des entraves et de mobiliser des partenariats dans le but d'atteindre les objectifs stratégiques les plus ambitieux. Plusieurs pays ont entrepris de relever les derniers défis qui se posaient s'agissant de l'accès à l'éducation pour les filles et à l'emploi pour les femmes et les minorités ethniques, que ces défis soient liés à des facteurs géographiques, linguistiques, à l'appartenance ethnique, ou à des facteurs socioculturels ou socioéconomiques, ou alors à un accès limité aux ressources et capacités.

26. Diverses approches ont été suivies dans les pays ayant des besoins particuliers, passant notamment par la mise en place de mesures innovantes pour déclencher des changements majeurs et débloquent des ressources, la mobilisation en faveur d'objectifs politiques ambitieux et l'application de

programmes politiques complets, ainsi que la réalisation d'investissements indispensables. En Ouzbékistan, par exemple, les employeurs sont désormais tenus de payer les salaires par transfert par cartes, ce qui a permis aux employés du secteur formel de bénéficier de services financiers. L'Arménie et le Kazakhstan sont parmi les pays de la région qui dépensent le plus pour la protection sociale, l'éducation et les soins de santé¹⁶. Le Bhoutan, ayant surmonté les difficultés liées à son relief montagneux, fait partie des pays qui ont enregistré l'expansion la plus rapide au monde en matière d'accès à l'électricité entre 2006 et 2016. Dans le cadre de ses plans quinquennaux, le Gouvernement a donné la priorité aux projets d'énergie renouvelable hors réseau, le but étant de parvenir à un taux d'électrification de 100 % avant l'échéance de 2020¹⁷. La progression très rapide du Bangladesh dans le domaine des économies durables et justes s'explique par une forte expansion des activités manufacturières à valeur ajoutée et par leur intégration aux chaînes de valeur mondiales, ce qui a stimulé la croissance économique. Elle découle également de la volonté du pays de promouvoir les activités manufacturières portées par le secteur privé et d'encourager l'investissement privé. En outre, la loi bangladaise sur le travail a été modifiée en 2013 pour renforcer globalement la protection des droits des travailleurs¹⁸.

IV. Accélérer la transformation

27. Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est souligné qu'il est nécessaire de prendre des mesures audacieuses et porteuses de transformation pour engager le monde sur une voie durable, marquée par la résilience¹⁹. Cette transformation s'accompagne nécessairement de quelques perturbations puisqu'il s'agit de remplacer les anciennes méthodes par des nouvelles. Les processus de transformation changent la façon dont les différentes formes de capital (qu'il soit naturel, financier, humain ou physique) sont créées, distribuées et utilisées.

28. L'expérience accumulée par les pays de la région en matière de politiques constitue une base solide sur laquelle ils peuvent s'appuyer pour aller de l'avant, en particulier lorsque des progrès notables ont déjà été réalisés et que les objectifs politiques sont relativement simples. Toutefois, une approche fondée sur la transformation s'impose lorsque la situation est complexe, notamment quand l'absence durable de progrès peut être attribuée à la marginalisation, à l'accaparement des ressources par les élites²⁰, à des conflits sociaux, à l'inertie institutionnelle ou à des normes socioculturelles néfastes.

29. Les transformations exigent à la fois une action allant de la base au sommet et un engagement politique au plus haut niveau. Pour diriger, mobiliser, intensifier et maintenir la dynamique de la transformation, compétence et

¹⁶ *Social Outlook for Asia and the Pacific: Poorly Protected* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.19.II.F.2).

¹⁷ Eric Mackres, Dimitrios Mentis et Anila Qehaja, « Bhutan has achieved 100% electricity access: here's how », Forum économique mondial, 15 février 2019.

¹⁸ Voir BAsD, « Sector overview », *Sustainable Projects in the Textile and Garment Sector: Faster Approach to Small Nonsovereign Transactions (FAST) Report* (2016). Disponible à l'adresse suivante : www.adb.org/sites/default/files/linked-documents/50197-001-so.pdf (page consultée le 10 décembre 2019).

¹⁹ Voir résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

²⁰ Dans un contexte politique combinant relations de pouvoir et institutions faibles, on observe des situations d'accaparement des ressources, c'est-à-dire de détournement des biens publics au profit d'une élite.

innovation en matière de gouvernance²¹ sont nécessaires ; il faut aussi changer les valeurs sociales et les normes morales afin qu'elles intègrent les principes de durabilité, d'inclusion, de développement centré sur l'être humain et de transparence. La capacité à gérer de manière constructive les conflits et les désaccords facilite également la mise en place progressive de changements. Le désaccord génératif, c'est-à-dire lorsqu'une divergence de point de vue et d'idées conduit à la création de nouvelles connaissances et solutions, est un élément essentiel du changement.

30. Les retours d'expérience des pays dans le contexte de l'application du Cadre d'accélération des objectifs du Millénaire pour le développement²², une recherche documentaire approfondie, notamment un examen de la documentation consacrée à la transformation, et des consultations avec les personnes qui participent directement à des activités en lien avec l'innovation et le changement ont permis d'élaborer un plan directeur pour amorcer puis mener à bien des transformations qui permettront d'atteindre les objectifs de développement durable.

31. Les recommandations figurant dans le présent document s'articulent autour de trois domaines d'action favorisant l'accélération et d'un quatrième volet sur une révolution politique qui soutient chacun des trois domaines d'action.

32. Ces domaines d'action peuvent avoir une incidence sur chacun des six points d'entrée pour la transformation ou sur toute priorité définie au niveau national ou local. Une action dans un seul domaine a peu de chances de mobiliser le large soutien, l'énergie créative, les changements de valeurs et les capacités institutionnelles et humaines nécessaires pour soutenir la transformation sur la durée. Les recommandations reposent sur le Rapport mondial sur le développement durable de 2019 et le complètent. Dans ce rapport, quatre instruments de changement sont recensés : la gouvernance ; l'économie et les finances ; l'action individuelle et collective et la science et la technologie.

A. Orienter l'action et mobiliser les acteurs

33. L'orientation de l'action basée sur la notion du changement favorise une alliance sociale plus large avec un programme audacieux ; elle suppose l'élaboration ciblée d'une série d'interventions allant de l'établissement d'un programme à la définition de politiques de soutien, en passant par la création de réseaux stratégiques et d'économies du savoir, qui contraignent ou poussent les différents acteurs à tendre vers un objectif souhaité²³. Les partenariats entre les organisations non gouvernementales, les acteurs des mouvements sociaux et des campagnes sociales contribuent à renforcer les mandats politiques et à préparer le terrain en vue de la création de coalitions ou de plateformes de changement.

34. Les six points d'entrée pour la transformation du Rapport mondial sur le développement durable de 2019 représentent des enjeux importants à prendre en compte au niveau national. Dans de précédents rapports régionaux, il avait été

²¹ Forum économique mondial, « Agile governance: reimagining policy-making in the Fourth Industrial Revolution », Livre blanc, janvier 2018 (Genève, 2017).

²² Le Cadre d'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, dans lequel les obstacles et les solutions multipartites à l'accélération sont recensés et la planification et le suivi de la mise en œuvre des solutions choisies sont abordés, a offert aux gouvernements et à leurs partenaires un moyen de progresser de manière systématique vers la réalisation des cibles des objectifs du Millénaire pour le développement.

²³ Voir CNUCED, *New Innovation Approaches to Support the Implementation of the Sustainable Development Goals*, UNCTAD/DTL/STICT/2017/4 (Nations Unies, New York et Genève), page 7.

souligné que la région devait accélérer le rythme des transformations en ce qui concerne les inégalités, l'accès à l'éducation, les défis sanitaires de plus en plus complexes, l'agriculture et les systèmes alimentaires et les ressources en eau²⁴. L'action climatique est aujourd'hui plus urgente que jamais.

35. Les plateformes de changement peuvent favoriser de nouveaux partenariats et des partenariats insolites. L'initiative Grand Challenges Thailand, menée conjointement par le Conseil national thaïlandais de la recherche et le Réseau des organismes de recherche de ce pays, rassemble les acteurs des communautés de la recherche, du développement et de l'innovation pour s'attaquer aux problèmes clés du développement et de la santé dans le monde. Au Pakistan, la campagne Right to Education exhorte les agents de l'État à faire respecter le droit à l'éducation énoncé dans la Constitution et cherche à mobiliser les parents, les enseignants, les étudiants, les jeunes et la société civile afin qu'ils exigent une éducation gratuite et obligatoire pour tous les enfants. En Inde, l'initiative Rally for Rivers est une campagne de sensibilisation sans précédent qui a rassemblé des experts, des universitaires, des défenseurs de l'environnement, des fonctionnaires et d'autres personnes en vue d'élaborer une série de recommandations et de soutenir des mesures expérimentales et des politiques visant à protéger les rivières agonisantes du pays.

36. Les lois audacieuses visant à mettre un point d'arrêt aux activités indésirables, envoient un message fort traduisant l'engagement, la détermination et l'urgence de la situation ; elles inspirent l'innovation et contribuent à encadrer l'action et l'investissement des parties prenantes et à faire évoluer les valeurs sociales. Interdire les investissements étrangers dans les centrales électriques au charbon ou rendre illégal le mariage des enfants peut, par exemple, donner aux parties prenantes l'occasion de soutenir des initiatives de plus grande envergure en lien avec l'action climatique ou l'égalité des sexes. On trouve des exemples de ce type de lois dans toute la région : interdiction des sacs en plastique (au Bangladesh et dans d'autres pays), plafonnement des émissions de gaz à effet de serre au niveau des villes (au Japon) et objectifs de couvert forestier imposés par la Constitution qui ont permis de mettre fin à la déforestation (au Bhoutan). Parfois, la loi peut être formulée de manière positive et être tout aussi convaincante. Par exemple, en 2019, le Gouvernement bangladais a donné à tous ses fleuves et rivières une personnalité juridique, l'objectif étant de protéger le plus grand delta du monde d'une nouvelle dégradation liée à la pollution, aux dragages illégaux ou aux activités humaines. Cette décision faisait suite à une décision similaire du Gouvernement néo-zélandais par laquelle il accordait le statut de personne morale à l'un de ses plus longs fleuves et désignait les populations autochtones et le Gouvernement gardiens légaux de ce patrimoine.

B. Adapter les systèmes en vue de la transformation

37. La disruption créative bouleverse les systèmes institutionnels et socioéconomiques bien implantés dont l'immobilisme freine tout changement ou innovation. Elle permet d'adopter de nouvelles façons de faire et de modifier, de remplacer ou de supprimer des systèmes informels ou formels qui définissent la façon dont les diverses formes de capital sont accessibles et utilisées.

38. Les cibles d'action sont, notamment, les systèmes qui encadrent la justice sociale, les flux d'investissement, la structure économique et l'utilisation des ressources naturelles²⁵. De précédentes évaluations régionales ont souligné la

²⁴ Voir, par exemple, CESAP, BAsD et PNUD, *Asia-Pacific Sustainable Development Goals Outlook* (Bangkok, 2017).

²⁵ Voir *Transformations for Sustainable Development: Promoting Environmental Sustainability in Asia and the Pacific*.

nécessité d'agir de toute urgence afin de s'attaquer aux incitations structurelles à la corruption dans les administrations publiques et d'éliminer les lois discriminatoires et les normes socioculturelles néfastes qui ont des conséquences négatives pour les femmes et les populations marginalisées²⁶. Il faut éliminer les obstacles à l'accès aux ressources, à l'exercice du droit d'expression et de participation et des droits fondamentaux, ainsi que les obstacles à l'accès à la justice : telle est la clef de l'autonomisation des groupes vulnérables et marginalisés et le moteur du changement²⁷. Il est nécessaire de s'attaquer au problème des structures institutionnelles qui permettent encore l'adoption de mesures de transparence inefficaces, les flux financiers illicites et la fraude fiscale, l'évaluation inadaptée des risques et des opportunités liés à la durabilité et l'effet pervers de certaines incitations qui ne tiennent compte que des effets à court terme. L'étude d'un programme de lutte contre la corruption dans la construction de routes dans un pays a montré que le niveau de corruption présumé était 8 % moins élevé lorsque les résultats de l'audit indépendant étaient lus à la population lors de réunions publiques. Cet exemple illustre bien l'effet des mesures de transparence. Cette approche, qui présente un rapport coût-efficacité avantageux, s'est avérée plus efficace que les mesures prises par l'administration pour lutter contre la corruption.

39. La disruption peut être facilitée par l'apport de nouveaux points de vue et de nouvelles perspectives. Au Bangladesh, par exemple, la participation de femmes comme prestataires de services (notamment dans le secteur de la santé) a inspiré de nouveaux modes de prestation de services, apportant de nouvelles idées et façons de faire qui ont renforcé l'équité et l'accessibilité des services essentiels. La participation des femmes au milieu du travail en tant que dirigeantes et exécutantes a rendu socialement plus acceptables la mobilité et le travail des jeunes femmes. Les programmes de microfinancement en faveur des femmes se sont multipliés, leur donnant davantage de possibilités de prendre des décisions concernant l'utilisation des ressources et en matière de santé et de planification familiale.

40. L'innovation financière, les modalités de partage des risques et les partenariats contribuent à préparer les systèmes financiers à attirer les investissements et à les orienter à des fins de transformation. Malgré les progrès accomplis, les systèmes financiers existants ne cadrent pas suffisamment avec ce qui est attendu pour atteindre les objectifs de développement durable. Le financement ciblé visant à accélérer les transformations impliquera nécessairement de : a) partager le risque à des conditions plus favorables avec les investisseurs afin de promouvoir l'entrepreneuriat et l'investissement dans le capital social et environnemental ; b) permettre des partenariats avec des acteurs clés afin d'améliorer le respect du principe de responsabilité et la transparence et l'accès aux ressources et c) dématérialiser le financement afin que les populations marginalisées aient davantage accès aux services financiers. À titre d'exemple, des mesures de partage des risques sous forme d'accords de participation aux bénéfices et de fonds de contrepartie avantageux ont contribué à faire de Singapour un lieu accueillant pour les start-ups et les inventeurs de la région, le nombre de start-ups dans le pays ayant plus que doublé entre 2003 et 2016.

²⁶ Voir, par exemple, CESAP, BAoD et PNUD, *Asia-Pacific Sustainable Development Goals Outlook*.

²⁷ CESAP, BAoD et PNUD, *Accelerating Progress: An Empowered, Inclusive and Equal Asia and the Pacific* (Bangkok, 2019).

41. Les politiques publiques qui favorisent les entreprises et partenariats à vocation sociale sont un bon moyen de diversifier les flux de ressources d'une économie et de favoriser l'assimilation de l'innovation technologique, en particulier au niveau local. En Malaisie, une innovation technique récente permet de fabriquer des emballages alimentaires à partir de la balle de riz. Grâce à un réseau, les producteurs de riz vendent la balle de riz directement aux entreprises d'emballage qui la transforment et en tirent une source de revenus. Cet exemple illustre bien comment l'innovation technologique peut extraire de la valeur des déchets pour créer de la valeur sociale et économique à l'échelle locale.

42. Il est essentiel d'accorder une attention particulière aux obstacles systémiques pour surmonter les dernières difficultés rencontrées par tous les pays, y compris les pays développés. Dans un pays, un projet national de micro-irrigation s'adressant pour l'essentiel à un groupe considéré comme ayant de faibles revenus n'a atteint que les agriculteurs les plus riches, en partie à cause des régimes de propriété foncière. Les données montrent que dans la région, les niveaux d'accès à l'emploi, à l'éducation et à la formation sont très différents pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Dans les pays où l'accès des jeunes à l'emploi, à l'éducation et à la formation est déjà faible, comme le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan, et la République islamique d'Iran, les femmes souffrent davantage de ce manque d'accès que les hommes. Dans des pays relativement développés, comme Singapour ou le Japon, les écarts entre femmes et hommes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à l'éducation et à la formation sont similaires à ceux que l'on observe dans des pays moins avancés tels que le Népal, l'Indonésie et les Philippines²⁸.

C. Maintenir la dynamique du changement : préparer les personnes et les institutions à continuer de progresser

43. La dynamique du changement est créée par l'orientation de l'action et la mobilisation des parties prenantes. Toutefois, pour que la société soit en mesure de pérenniser le changement sur le long terme, il faut s'assurer que les institutions sont disposées à permettre le changement et à y répondre à tous les niveaux de gouvernance, et que la population est également prête au changement, en particulier les jeunes.

44. La décentralisation, lorsqu'elle est efficace, permet aux gouvernements locaux d'avoir la responsabilité, l'autorité et la capacité nécessaires pour agir. L'action des gouvernements locaux et une décentralisation efficace appuient l'adoption de nouvelles solutions aux niveaux local et communautaire et multiplient les opportunités de changement, en favorisant l'innovation et les partenariats localisés. En Malaisie, le gouvernement local de Penang s'est associé à des start-ups pour apprendre aux enfants à coder, ce qui a réduit les frais de scolarité et le coût de la formation des enseignants. L'acquisition de compétences a conduit certains à créer leur propre entreprise. Ce partenariat a connu un tel succès qu'il a reçu de la part de partenaires du secteur privé des financements au titre de la responsabilité sociale des entreprises, ce qui a permis d'avoir davantage de ressources pour le programme au fil du temps.

45. L'éducation reste fondamentale. L'éducation civique permet aux jeunes de participer à la vie publique et de promouvoir la responsabilité sociale. L'éducation, en particulier l'enseignement de qualité, donne aux individus les moyens et les outils nécessaires pour effectuer des changements. L'application de notions d'éducation civique à la résolution de problèmes réels permet

²⁸ Basé sur les données disponibles les plus récentes de la base de données statistiques en ligne de la CESAP pour la période 2010-2018 ; voir aussi CESAP, Banque asiatique de développement et PNUD, *Accelerating Progress*.

d'améliorer les compétences des élèves du secondaire et des adultes. L'initiative Project Citizen Philippines, par exemple, avait pour objectif de dispenser un programme d'éducation civique à plus de 300 élèves du secondaire dans la région de la capitale nationale, afin qu'ils puissent participer à la résolution de problèmes dans leur communauté. Les participants ont obtenu de meilleurs résultats en ce qui concerne l'efficacité (à savoir la foi dans leurs propres capacités, y compris leur influence sur l'action gouvernementale) et l'attitude (la valorisation du rôle du citoyen, le comportement en tant qu'électeurs et la confiance dans les institutions).

46. L'apprentissage institutionnel est un moyen proactif de rechercher une amélioration continue des fonctions et des services. Lorsque les institutions intègrent des fonctions telles que la prospective et l'innovation politique dans les structures formelles, elles renforcent leur capacité à s'adapter au changement, à l'amorcer et à le mettre en œuvre à grande échelle. Des laboratoires de politique publique ont été créés dans le monde entier dans le cadre de l'infrastructure gouvernementale afin d'institutionnaliser la capacité des gouvernements à répondre efficacement aux défis politiques complexes. Ces laboratoires permettent de suivre l'impact des politiques afin de les ajuster, de les déployer ou de les renforcer.

47. Les indicateurs de progrès qui obéissent à des critères autres que le PIB et sont alignés sur des conceptions nationales du changement aident à orienter l'élaboration des politiques et les crédits budgétaires sur le long terme. Prenant l'exemple de l'indice du bonheur national brut, les classements mondiaux du bonheur sont désormais étayés par des indicateurs, des outils d'enquête et des politiques soigneusement élaborés. En Nouvelle-Zélande, dans le budget national de 2019, les dirigeants seront responsables de l'impact que les résultats économiques du pays ont sur le bien-être.

D. Une révolution dans l'élaboration des politiques : éléments et outils clefs

48. L'expérience des pays qui ont réussi à accélérer les progrès montre à quel point il importe de mettre en œuvre les bonnes politiques. Dans de nombreux endroits et secteurs, les solutions et les approches ont été largement testées et sont bien connues. Toutefois, face à la complexité, aux risques et aux obstacles structurels persistants au changement, il est nécessaire d'adopter une nouvelle approche des politiques publiques qui favorise une gouvernance agile.

49. L'application de la réflexion systémique et conceptuelle permet de faire face à la complexité ; de révéler les interactions entre les secteurs, les acteurs et les enjeux et d'identifier les possibilités de renforcer la cohérence et de hiérarchiser les points de levier. La réflexion systémique révèle des domaines dans lesquels les politiques et les institutions peuvent être liées et des partenariats créés. Le Gouvernement mongol a utilisé la réflexion systémique aux fins de l'analyse de son environnement politique ; il a ensuite affiné et étendu son analyse qui a servi de base à son examen national volontaire traitant de la question de la pollution de l'air. Il est l'un des rares gouvernements à avoir adopté une approche thématique pour son rapport d'examen national volontaire.

50. Les politiques peuvent créer une disruption créative et destructive, car la disruption est un processus à la fois créatif et destructeur. La disruption créative est particulièrement nécessaire pour permettre à de nouvelles solutions de voir le jour et de s'implanter dans les situations où les compromis ont entravé le progrès. Lorsqu'il faut concilier production alimentaire et protection de l'environnement, ou protection de l'environnement et tourisme, des politiques favorisant une disruption créative sont nécessaires. La disruption créative est

également nécessaire pour faire face aux obstacles systémiques persistants tels que la corruption, les autres sources d'accaparement des ressources par les élites, et la discrimination fondée sur le genre ou toute autre discrimination.

51. Les mesures politiques capables de créer une disruption sont notamment : a) la suppression des subventions, des contrats et des facteurs de déséquilibre qui avaient permis à certains (par exemple les détenteurs de technologies, des groupes et des entreprises) de dominer le marché, pour ainsi ouvrir la voie à des conditions de concurrence équitables ; b) les modifications juridiques et réglementaires nécessaires pour que des innovations spécifiques puissent se développer dans le cadre d'une politique donnée ou dans un autre domaine et c) l'abandon d'anciennes technologies et d'anciens procédés pour permettre aux solutions viables et éprouvées de se développer²⁹. L'harmonisation des conditions de concurrence dans le domaine de l'énergie par l'adoption d'une législation sur la production indépendante d'électricité a permis aux ménages et à d'autres entités de devenir des acteurs sur les marchés de l'énergie dans plusieurs pays. La législation a souvent été complétée par la suppression ou le retrait du financement des sources de combustible fossile et la création d'incitations aux investissements dans les énergies renouvelables. Ces mesures politiques ont été complétées par une sensibilisation accrue des consommateurs et par des activités de mobilisation autour de l'action climatique et, dans certains cas, par des financements.

52. La disruption créative suppose des changements de comportement. Les instruments de politique publique qui appliquent l'économie et la psychologie comportementales se sont avérés économiques et complémentaires à la réglementation et à la défense des intérêts, agissant rapidement pour susciter un changement de comportement chez les principaux acteurs.

53. Des modèles et des processus d'élaboration de politiques et de prise de décision inclusifs peuvent aider à équilibrer les intérêts publics et privés et à gérer les compromis. Les modèles de prise de décision inclusifs favorisent les interactions avec le public, renforcent l'interface science-politique, équilibrent le pouvoir là où c'est nécessaire et permettent d'entendre divers points de vue pour trouver des arbitrages ou des solutions.

54. L'expérimentation en matière de politique permet aux gouvernements d'innover et de tirer les leçons des échecs. Les laboratoires politiques figurent en bonne place parmi plusieurs approches politiques identifiées comme nécessaires à une forme de gouvernance plus dynamique et plus agile. Ces laboratoires ont permis de tester et d'étendre rapidement les solutions et de tirer les leçons des échecs. Se concentrer sur l'expérience de l'utilisateur final, appliquer l'analyse des données et rassembler, équilibrer et synthétiser les informations provenant de diverses ressources institutionnalisées dans les domaines universitaire, politique et commercial pour servir de base aux politiques sont autant d'approches utilisées dans le processus d'innovation politique.

55. Afin de tirer parti de la révolution des données, des efforts doivent être faits pour réunir les sources de données traditionnelles et nouvelles (y compris les mégadonnées) afin d'obtenir plus rapidement des données de meilleure qualité sur le développement durable, créer de nouvelles infrastructures de développement et de partage des données (comme un cloud de statistiques mondiales) et soutenir les innovations qui améliorent la qualité et réduisent les coûts de production des données publiques. Afin de mieux cibler les politiques,

²⁹ Voir Forum économique mondial, « Agile governance: reimagining policy-making in the Fourth Industrial Revolution ».

sur la base d'études longitudinales détaillées et précises, il peut être utile d'utiliser des mégadonnées et des analyses qui permettent de suivre les individus tout au long de leur cycle de vie et d'une génération à l'autre, afin de mieux comprendre la continuité intergénérationnelle des situations de dénuement.

V. Conclusions et recommandations

56. Dans la région Asie-Pacifique, si l'on compare la situation actuelle à celle d'il y a dix ans à peine, davantage de gens vivent mieux grâce aux progrès réalisés dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'emploi. Toutefois, des menaces telles que les inégalités, les changements climatiques et la pollution atmosphérique annuleront ces progrès si aucune mesure politique appropriée n'est prise. Les solutions politiques, technologiques et financières sont à portée de main, mais une plus grande mobilisation et des transformations rapides et sans précédent sont nécessaires.

57. Les obstacles systémiques continuent d'entraver le progrès. L'analyse présentée met en évidence plusieurs pays qui doivent progresser plus rapidement en ce qui concerne les six points d'entrée pour la transformation. Non seulement ces pays restent à un niveau de progrès relativement faible, mais ils avancent aussi relativement lentement. L'analyse a également mis en évidence les pays en progression rapide, où les progrès sont plus rapides que la moyenne mais où il reste encore un long chemin à parcourir. Les besoins dans la région sont également particulièrement importants en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable pour lesquels les progrès sont lents ou en régression. Par exemple, une ou plusieurs sous-régions ont progressé lentement ou régressé en ce qui concerne l'égalité entre les sexes (objectif 5), la viabilité des villes et des communautés (objectif 11), la lutte contre les changements climatiques (objectif 13) et la vie aquatique et terrestre (objectifs 14 et 15). Le Partenariat pour la réalisation des objectifs (objectif 17) fait également partie de ce groupe et est particulièrement important³⁰.

58. Pour que la transformation se fasse plus rapidement, il est essentiel d'avoir conscience de l'urgence de la situation et de suivre une ligne de conduite rigoureuse et d'être véritablement décidé à faire tomber les barrières systémiques, mais il faut aussi que les institutions et les groupes divers soient disposés à innover et à faire perdurer le changement, ce qui suppose de repenser et de moderniser la manière dont les politiques sont élaborées pour pouvoir gérer la complexité.

59. Les États membres, les grands groupes et les autres parties prenantes sont invités à :

a) Examiner le présent document en vue de procéder à des échanges sur les perspectives nationales et les points de vue des parties prenantes sur les questions soulevées et sur les meilleures pratiques à adopter pour accélérer le développement durable ;

b) Débattre des possibilités de coopération régionale pour soutenir les activités menées par les pays afin d'accélérer le rythme du changement.

³⁰ Voir ESCAP/RFS/2020/2. Ce document reprend les principales conclusions du rapport intitulé *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2020* (à paraître), qui s'appuie sur les données les plus récentes concernant les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable pour les pays de la CESAP et de ses cinq sous-régions.

Annexe

Méthode pour l'analyse de la rapidité des progrès et des niveaux de réalisation dans six domaines de transformation

1. La méthode suivante a été utilisée pour quantifier l'accélération relative des progrès des pays dans chacun des six domaines de transformation identifiés dans le Rapport mondial sur le développement durable de 2019 intitulé *The future is now – science for achieving sustainable development* (Le futur, c'est maintenant : la science au service du développement durable). Dans un premier temps, un ensemble d'indicateurs a été sélectionné pour chaque domaine de transformation. Cette méthode a pour finalité de comparer, pour un indicateur mesurable donné, la rapidité avec laquelle un pays a progressé au cours d'une période récente (de 2010 à 2018) par rapport à la vitesse de progression moyenne historique observée pour le niveau de performance correspondant dans le reste du monde.
2. À titre d'exemple, l'accès à l'électricité est un indicateur qui relève du domaine de transformation « accès à l'énergie et décarbonisation énergétique ». En s'appuyant sur les données historiques, la méthode permet d'évaluer la vitesse moyenne à laquelle les pays ont étendu la couverture du réseau électrique chaque année, pour chaque niveau de couverture.
3. Les résultats pour chaque pays, c'est-à-dire la vitesse à laquelle la couverture du réseau électrique a progressé, sont ensuite comparés à la vitesse de progression enregistrée par le passé pour la catégorie correspondante. Cette analyse permet de déterminer quels pays progressent exceptionnellement vite, par rapport à la tendance historique observée, et de les classer dans la catégorie des pays les plus performants sur le plan de l'accélération.
4. Les résultats relatifs aux indicateurs retenus dans chaque domaine de transformation sont ensuite additionnés, l'objectif étant de recenser les pays qui réussissent le mieux dans chaque domaine. Dans le même temps, cela permet aux pays de comparer leurs résultats dans les domaines de transformation, sur les plans de la rapidité des progrès et du niveau d'accomplissement, avec ceux des autres pays de la région.
5. Cette méthode permet d'analyser plus en profondeur ces pays et d'en apprendre davantage sur l'accélération des progrès. De plus, dans la perspective d'une analyse plus approfondie, les pays ont été regroupés et répartis dans quatre catégories suivant leur taux de progrès relatif et leurs niveaux de réalisation : a) les pays qui doivent progresser plus rapidement ; b) les pays qui progressent rapidement ; c) les pays qui progressent très rapidement et d) les pays qui sont en perte de vitesse après avoir bien progressé.
6. Les résultats complets sont présentés dans le rapport du Partenariat pour les objectifs de développement durable (à paraître), établi conjointement par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Banque asiatique de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement, qui sera disponible sur le site <http://sdgasiapacific.net>.